

Lors d'une réunion des ministres des Finances de l'Union européenne, vendredi à Luxembourg, la Hongrie s'est opposée seule à l'adoption d'un taux d'imposition minimum de 15 % sur les bénéfices mondiaux des entreprises.

En octobre 2021, la Hongrie avait concédé à soutenir l'initiative de l'OCDE, aux côtés de 140 pays, d'introduire une imposition minimale globale de 15 %, en échange d'une période de transition de dix ans.

Mais vendredi, la Hongrie a torpillé un accord entre les 27 États membres pour inscrire dans la loi européenne cette recommandation de l'OCDE et du G20.

Pourquoi le « V4 » ne veut pas entendre parler d'harmonisation fiscale en Europe

Le gouvernement hongrois fait valoir que cela créerait un désavantage concurrentiel. « *Cela signifierait des impôts plus élevés, une réduction des revenus, une perte de compétitivité et d'emplois en Hongrie* », a justifié le ministre des Finances Mihály Varga.

Mais observateurs estiment que le blocage hongrois est tactique, Budapest cherchant un moyen de pression pour que Bruxelles verse les quelques 7 milliards de fonds européens de relance alloués à la Hongrie mais bloqués par le mécanisme de conditionnalité.

Le « paradis fiscal » hongrois ne veut pas du projet de taxation des multinationales